

MARCHE PUBLIC DE MAITRISE D'OEUVRE

RÈGLEMENT DE CONSULTATION

POUVOIR ADJUDICATEUR

Musée national de la Marine
17, place du Trocadéro et du 11 novembre
75116 PARIS

OBJET

Maitrise d'œuvre de conception et de suivi de la réalisation des travaux de réagencement des espaces d'accueil des publics du musée national de la Marine
Site de la citadelle de Port Louis

NUMÉRO DE MARCHÉ

25MPES11

CODES CPV

71222000-0 Services d'architecte pour la conception d'ouvrages extérieurs

PROCÉDURE

Procédure adaptée ouverte en application des articles L. 2123-1 1°, R. 2123-1 1° et R.2123-4 à R.2123-7 du code de la commande publique

DATE LIMITE DE REMISE DES CANDIDATURES ET DES OFFRES

Le lundi 25 août 2025 à 12h

SOMMAIRE

ARTICLE 1er: OBJET DU MARCHE – DISPOSITIONS GENERALES	3
ARTICLE 2: CONDITIONS DE LA CONSULTATION	4
ARTICLE 3: CONTENU ET MODALITES DE RETRAIT DU DOSSIER DE CONSULTATION DES ENTREPRISES	7
ARTICLE 4: CONTENU DES PLIS	8
ARTICLE 5: APPRECIATION DES CANDIDATURES ET JUGEMENT DES OFFRES	10
ARTICLE 6 : ATTRIBUTION DU MARCHE	11
ARTICLE 7: CONDITIONS DE REMISE DES PLIS.....	12
ARTICLE 8: RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES	14
ARTICLE 9: TRAITEMENT DES DONNEES PERSONNELLES.....	14

ARTICLE 1er : OBJET DU MARCHÉ – DISPOSITIONS GENERALES

1.1. Objet du marché

Mission principale

Le présent marché a pour objet la conception et le suivi des travaux de réagencement de la première zone d'accueil des publics de la citadelle de Port Louis. Cette zone se compose

De l'Accueil/ billetterie,

De la Boutique

De la Cafétaria

De la salle de Médiation

De la salle d'Interprétation (dont le réagencement n'est pas compris au présent marché)

Mission annexe

Le musée de la Marine cherche à valoriser le patrimoine qui lui a été confié en redonnant accès au public à des espaces de la Citadelle à fort potentiel culturel et économique. Afin de confirmer les possibilités d'exploitation de l'espace dit « corps de garde », le présent marché a pour objet annexe la conception graphique jusqu'au stade AVP d'un espace de séminaire dans celui-ci.

Les prestations attendues sont décrites au Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) et ses annexes.

Lieu d'exécution : Port Louis (56 290)

1.2. Allotissement

Le présent marché n'est pas alloti car la dévolution en lots séparés risque de rendre techniquement difficile ou financièrement plus coûteuse l'exécution des prestations.

1.3. Forme du marché

Il s'agit d'un marché ordinaire.

1.4. Durée du marché – Reconduction(s) – Délai(s) d'exécution

Le présent marché prend effet à compter de la date de sa notification au titulaire et prendra fin à l'issue de la période de garantie de parfait achèvement des marchés publics de travaux, sauf durée plus longue prévue au CCAP. Le présent marché ne sera pas reconduit.

La durée globale prévisionnelle d'exécution du présent marché est de deux (2) ans à compter de sa date de notification au titulaire (hors période de GPA).

Les délais d'établissement des documents d'étude sont les suivants :

A titre prévisionnel, la durée des tranches est estimée à :

- ESQ : 3 semaines +1 semaine de validation MOA
- AVP : 4 semaines +1 semaine de validation MOA
- PRO : 3 semaines +1 semaine de validation MOA
- DCE 3 semaines +1 semaine de validation MOA
- Analyse des offres : 2 semaines y compris validation MOA

- Travaux 16 semaines y compris OPR ; hors levé des réservés

1.5. Nomenclature communautaire (CPV)

71222000-0 Services d'architecte pour la conception d'ouvrages extérieurs.

1.6. Réalisation de prestations similaires

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de confier au titulaire, en application de l'article R.2122-7 du code de la commande publique, des marchés publics ayant pour objet la réalisation de prestations similaires à celles qui lui sont confiées au titre du présent marché, dans le cadre d'une procédure sans publicité ni mise en concurrence préalables. La durée pendant laquelle ces nouveaux marchés pourront être conclus ne peut dépasser trois ans à compter de la notification du présent marché.

ARTICLE 2: CONDITIONS DE LA CONSULTATION

2.1. Procédure de passation

La présente consultation est passée selon une **procédure adaptée ouverte avec possibilité de négociation**.

Le pouvoir adjudicateur éliminera les candidats dont la candidature sera jugée irrecevable ou dont les capacités seront jugées insuffisantes. Il procédera ensuite à l'analyse des offres remises par les candidats retenus. En application de l'article R.2144-3 du code de la commande publique, il se réserve toutefois la possibilité de procéder à l'analyse des candidatures après analyse et classement des offres.

Le pouvoir adjudicateur éliminera les offres inappropriées et décidera d'engager ou non les négociations, le pouvoir adjudicateur pouvant en toute hypothèse décider d'attribuer le marché sur la base des offres initiales sans négociation. Dans l'affirmative, il décidera s'il admet ou non à la négociation les candidats ayant remis des offres irrégulières ou inacceptables, dans le respect du principe d'égalité de traitement entre les candidats.

Le pouvoir adjudicateur sélectionnera, sur la base des critères de jugement des offres, les trois candidats avec lesquels il négociera. La négociation peut porter sur l'ensemble des éléments techniques et financiers de l'offre des candidats admis à négocier.

Dans le respect de l'égalité de traitement des candidats, la négociation sera réalisée par échanges écrits (courrier électronique via le profil d'acheteur) et/ou en réunions de négociation dans les locaux du pouvoir adjudicateur ou par visioconférence, chaque réunion faisant l'objet d'un compte-rendu. Les candidats devront répondre aux négociations dans les conditions de forme et de délais qui seront précisées par le pouvoir adjudicateur. Toute évolution technique ou financière d'une offre intervenant en cours de négociation a une valeur contractuelle. A l'issue de la négociation, toute modification financière d'une offre sera formalisée par la rédaction d'un nouvel acte d'engagement.

Dans le cas où le pouvoir adjudicateur aura admis à la négociation les offres irrégulières ou inacceptables, il devra, à l'issue des négociations, rejeter, sans les classer, les offres qui demeureraient irrégulières ou inacceptables. Le pouvoir adjudicateur pourra cependant autoriser les candidats concernés à régulariser les offres irrégulières, à condition qu'elles ne soient pas anormalement basses.

À l'issue de ces négociations, il retiendra l'offre économiquement la plus avantageuse sur la base des critères de choix des offres définis dans le présent règlement de la consultation.

S'agissant des offres remises après négociation ou, à défaut de nouvelles propositions, des premières offres, le délai de validité des offres est apprécié à compter de la date de remise des offres définitives.

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de ne pas donner suite à la présente consultation conformément aux articles R.2185-1 et R.2185-2 du code de la commande publique.

2.2. Variantes

Les variantes libres ne seront pas admises.
Aucune variante imposée n'est prévue.

2.3. Prestations supplémentaires éventuelles

Le présent marché ne comporte pas de prestations supplémentaires éventuelles.

2.4. Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est fixé à cent quatre-vingts (180) jours à compter de la date limite de réception des offres initiales, éventuellement reportée dans les conditions mentionnées à l'article 3.3 ci-après, ou, en cas de négociation, des offres finales.

2.5. Visite des sites

Les candidats peuvent effectuer une visite des lieux d'exécution des prestations.

Les visites auront lieu sur rendez-vous aux adresses suivantes :

**Citadelle de Port-Louis
Route du fort de l'Aigle
56290 Port-Louis**

Demande de rendez-vous à adresser à Madame Belaud de Saulce Anne a.belaud-de-saulce@musee-marine.fr et Monsieur Rigoussen e.rigoussen@musee-marine.fr

Les candidats sont invités à mettre en copie de tous leurs échanges Monsieur Julien Vibert, responsable des opérations de port (j.vibert@musee-marine.fr) et Madame Camille Poman de Changy, cheffe du département Patrimoine, Exploitation et Sécurité (c.pomandechangy@musee-marine.fr)

Les demandes devront préciser le nom et l'adresse du candidat et l'identité des personnes qui participeront. Les consignes sanitaires seront communiquées lors de la validation de l'inscription.

2.6. Forme juridique en cas de groupement

En cas de constitution d'un groupement, il ne sera exigé aucune forme particulière au groupement attributaire. Cependant, dans le cas d'un groupement conjoint, le mandataire sera solidaire des autres membres du groupement.

Les candidats ne peuvent pas présenter pour le présent marché, plusieurs offres en agissant à la fois en qualité de candidats individuels et de membres d'un ou plusieurs groupements.

Une même personne ne peut représenter plus d'un candidat pour ce marché (article R.2142-4 du code de la commande publique).

2.7. Conditions particulières d'exécution

Cette consultation ne comporte pas de conditions particulières d'exécution visées par l'article L.2112-2 du code de la commande publique. Par ailleurs, aucune prestation n'est réservée au profit d'entreprises ou d'établissements visés par les articles R.2113-7 et R.2113-8 du code de la commande publique.

2.8. Accès des candidats à la consultation

Le pouvoir adjudicateur ne retient que les interdictions de soumissionner obligatoires et générales prévues aux articles L.2141-1 et suivants du code de la commande publique. Lorsqu'un soumissionnaire est en situation d'interdiction obligatoire de soumissionner, il est exclu de la procédure.

Ne peuvent notamment pas candidater à un marché public :

- les personnes qui ont fait l'objet, depuis moins de cinq ans, d'une condamnation définitive prévue à l'article 225-1 du code pénal. Cette infraction est constituée par toute discrimination, c'est à dire toute distinction opérée entre les personnes physiques ou entre les personnes morales ;
- les personnes qui ont fait l'objet, depuis moins de cinq ans, d'une condamnation inscrite au bulletin n° 2 du casier judiciaire pour les infractions mentionnées à l'article L.1146-1 du code du travail ;
- les personnes qui n'ont pas respecté l'obligation de négociation en matière d'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes, dès lors que les deux conditions suivantes sont réunies :
 - * au 31 décembre de l'année précédente celle au cours de laquelle a lieu le lancement de la procédure de passation, la négociation prévue à l'article L.2242-5 du code du travail n'a pas été menée ;
 - * à la date à laquelle les personnes candidatent, elles n'ont pas réalisé ou engagé la régularisation de leur situation au regard de l'obligation de négociation fixée par cet article L.2242-5.

L'article L. L.2242-5 du code du travail impose à l'employeur d'engager chaque année, une négociation sur les objectifs d'égalité professionnelle et salariale entre les femmes et les hommes dans l'entreprise, ainsi que sur les mesures permettant de les atteindre.

ARTICLE 3: CONTENU ET MODALITES DE RETRAIT DU DOSSIER DE CONSULTATION DES ENTREPRISES

3.1. Contenu du dossier de consultation

Le dossier de consultation des entreprises (DCE) comprend les pièces suivantes :

- le présent Règlement de Consultation (RC) ;
- l'Acte d'Engagement (AE) et son annexe :
 - la Décomposition du Prix Global et Forfaitaire (DPGF) ;
- le Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) ;
- le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) et ses annexes ;
- les formulaires et leurs notices.

Les candidats n'ont pas la possibilité d'apporter de modifications au DCE.

Lors de leur étude, les candidats se doivent de signaler au pouvoir adjudicateur toute erreur, omission, imprécision contradictoire ou ambiguïté qu'ils pourraient déceler dans un des documents précités ou entre deux documents constituant le DCE. En conséquence, ils ne pourront ni refuser d'exécuter les prestations, ni réclamer aucune indemnité de quelque nature que ce soit à leur profit. Il appartient aux candidats de vérifier la composition du DCE. Aucune réclamation ou prorogation du délai de remise des plis ne peut être recevable à la suite du retrait d'un dossier incomplet.

3.2. Modalités de retrait du dossier de consultation des entreprises

Le pouvoir adjudicateur informe les candidats que le DCE est dématérialisé. Il ne pourra en aucun cas être remis sur support papier ou sur support physique électronique. Les candidats auront la possibilité de télécharger les documents dématérialisés du DCE, documents et renseignements complémentaires ainsi que l'avis de marché via le site internet : <https://www.marches-publics.gouv.fr>

Lors du téléchargement du DCE, le candidat est invité à renseigner le nom de l'organisme soumissionnaire, le nom de la personne physique téléchargeant les documents et une adresse électronique permettant de façon certaine une correspondance électronique, afin qu'il puisse bénéficier de toutes les informations complémentaires diffusées lors du déroulement de la présente consultation, en particulier les éventuelles précisions ou report de délais.

Le candidat ne pourra porter aucune réclamation s'il ne bénéficie pas de toutes les informations complémentaires diffusées par la plateforme de dématérialisation lors du déroulement de la présente consultation en raison d'une erreur qu'il aurait faite dans la saisie de son adresse électronique, en cas de non identification de la personne lors du téléchargement, en cas de non

indication de ladite adresse électronique ou en cas de suppression de l'adresse. Il est recommandé à tout candidat de consulter régulièrement la plateforme afin de s'assurer qu'il bénéficie bien des dernières modifications éventuelles.

3.3. Modification du dossier de consultation des entreprises

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'apporter **au plus tard quatre jours calendaires avant la date limite fixée pour la réception des plis** des modifications au DCE. Les candidats devront alors répondre sur la base du DCE modifié sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet. Dans le cas où un candidat aurait remis un pli avant les modifications, il pourra remettre un nouveau pli sur la base du dernier dossier modifié, avant la date et heure limites de dépôt des plis. Si pendant l'étude du dossier par les candidats la date limite ci-dessus est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

ARTICLE 4 : CONTENU DES PLIS

Tous les documents, pièces et attestations remis au titre de la candidature ou de l'offre par les candidats sont établis en langue française. A défaut, ils doivent être accompagnés d'une traduction en langue française.

4.1. Pièces relatives à la candidature

A l'appui de leur candidature, les candidats doivent produire les éléments suivants :

1/ Une lettre de candidature (DC1 ou équivalent) comportant l'ensemble des indications permettant d'identifier le candidat ou l'ensemble des membres du groupement en cas de réponse en groupement.

La lettre de candidature n'a pas à être signée par le représentant du candidat et, le cas échéant, par chacun des membres du groupement. Cependant, dans le cas d'un groupement, le mandataire devra fournir, si le groupement est désigné attributaire, un document d'habilitation signé par les autres membres du groupement et précisant les conditions de cette habilitation. **Le seul dépôt de la candidature et de l'offre vaut engagement du candidat à signer ultérieurement l'acte d'engagement du marché qui lui serait attribué dans le délai de validité des offres.** Tout défaut de signature, retard ou réticence expose l'auteur de l'offre à une action en responsabilité.

2/Une déclaration sur l'honneur attestant qu'il ne fait pas l'objet d'une des interdictions de soumissionner telles que définies aux articles L.2141-1 à L.2141-11 du code de la commande publique, et qu'il est en règle au regard des articles L.5212-1 à L.5212-11 du code du travail concernant l'emploi des travailleurs handicapés. La remise d'un DC1 ou d'un DUME vaudra remise d'une déclaration sur l'honneur.

Comme la lettre de candidature, la déclaration sur l'honneur n'a pas à être signée par le candidat ou par chacun des membres d'un groupement, le cas échéant. Elle sera signée au stade de l'attribution par le seul attributaire (candidat seul ou ensemble des cotraitants en cas de groupement).

3/ Les pièces définies ci-dessous permettant la vérification de leur aptitude à exercer l'activité professionnelle, de leurs capacités économiques et financières, de leurs capacités techniques et professionnelles:

- *Aptitude à exercer l'activité professionnelle :*
 - *Capacité économique et financière :*
 - Déclaration concernant le chiffre d'affaires annuel du candidat portant au maximum sur les trois derniers exercices disponibles en fonction de la date de création de l'entreprise ou du début d'activité de l'opérateur économique, dans la mesure où les informations sur ces chiffres d'affaires sont disponibles.

Le candidat pourra prouver sa capacité économique et financière par tout autre document considéré comme équivalent par le pouvoir adjudicateur s'il est objectivement dans l'impossibilité de produire l'un des renseignements demandés relatifs à sa capacité économique et financière.

- Une attestation d'assurance contre les risques professionnels.
- *Capacités techniques et professionnelles :*
 - Une description de l'équipement technique, des mesures employées par le candidat pour s'assurer de la qualité et des moyens d'étude et de recherche de son entreprise ;
 - Une description des systèmes de gestion et de suivi de la chaîne d'approvisionnement que vous allez mettre en œuvre.

Si, pour justifier de ses capacités, le candidat souhaite faire prévaloir les capacités professionnelles et techniques, et les capacités économiques et financières d'un autre intervenant quel qu'il soit, il devra produire les pièces relatives à cet intervenant visées aux 2>et 3>ci-dessus. **Il devra également justifier qu'il disposera des capacités de cet intervenant pour l'exécution du marché.**

En cas de groupement, chaque membre doit fournir les pièces référencées aux points précités (hormis le DC1, commun au groupement). Toutefois, il est rappelé aux candidats que l'appréciation des capacités professionnelles et techniques, et des capacités économiques et financières des membres du groupement se fait de manière globale.

L'absence de références relatives à l'exécution de marchés publics de même nature ne peut conduire à éliminer un candidat. Les entreprises de création récente peuvent justifier de leurs capacités techniques et professionnelles, et de leurs capacités économiques et financières, par d'autres moyens que ceux énumérés ci-dessus.

Les entreprises qui n'auraient pas les qualifications demandées mais qui interviennent sur des édifices monuments historiques peuvent présenter des références identiques aux travaux, objets du présent marché.

Un document unique de marché européen (DUME), rédigé en français, pourra être remis par le candidat individuel ou chaque cotraitant, en lieu et place:

- de la déclaration sur l'honneur attestant qu'il ne fait pas l'objet d'une des interdictions de soumissionner aux marchés publics ;

- des documents et renseignements demandés par le pouvoir adjudicateur aux fins de vérification de l'aptitude à exercer l'activité professionnelle, des capacités économiques et financières, et des capacités techniques et professionnelles du candidat.

Le DUME peut être accessible par le profil d'acheteur ou par l'utilitaire disponible à l'adresse URL suivante : <https://dume.chorus-pro.gouv.fr/>. Des renseignements complémentaires au sujet du DUME électronique sont disponibles à l'adresse URL suivante : <https://communaute.chorus-pro.gouv.fr/pour-les-entreprises/>.

4.2. Pièces relatives à l'offre

Les candidats doivent produire les documents suivants :

- l'Acte d'Engagement (AE) dûment complété,
L'AE n'a pas à être signé par les candidats. Il sera signé par le seul candidat attributaire avant sa notification à celui-ci.
- l'annexe n° 1 à l'AE : **Décomposition du Prix Global et Forfaitaire (DPGF)** dûment complétée,
- l'annexe n° 2 à l'AE : **RIB**,
- le cas échéant, le ou les actes spéciaux de sous-traitance, dûment complétés, datés et signés,
- le mémoire technique,
- l'attestation de visite.

Les documents remis par le pouvoir adjudicateur mentionnés à l'article 3.1 ci-avant, à l'exception de ceux visés ci-dessus, et leurs annexes, ne sont pas à remettre dans l'offre. Seuls les documents détenus par le pouvoir adjudicateur font foi.

ARTICLE 5: APPRECIATION DES CANDIDATURES ET JUGEMENT DES OFFRES

5.1. Appréciation des candidatures

L'appréciation des candidatures sera effectuée dans les conditions prévues aux articles R.2144-1 à R.2144-7 du code de la commande publique.

Le pouvoir adjudicateur vérifie la conformité des dossiers, dont le contenu est défini à l'article 4.1 du présent règlement. Avant de procéder à l'examen des candidatures, s'il constate que des pièces demandées sont absentes ou incomplètes, il peut décider d'inviter tous les candidats concernés à produire ou à compléter ces pièces dans un délai identique pour tous et qui ne saurait être supérieur à six jours calendaires. Cette phase de complément des candidatures, si elle a lieu, sera engagée par courrier électronique via le profil d'acheteur.

Les candidatures qui ne seront pas recevables ou qui ne présenteraient pas de capacités professionnelles et techniques et/ou de capacités économiques et financières suffisantes, ne seront pas admises par le pouvoir adjudicateur.

En application de l'article R.2144-3 du code de la commande publique, le pouvoir adjudicateur se réserve également la possibilité de procéder à l'analyse de la candidature du seul opérateur économique se classant en première position au regard des critères définis à l'article 5.2 ci-après.

5.2. Jugement des offres

Le jugement des offres sera effectué dans les conditions prévues à l'article R.2152-7 2° du code de la commande publique.

Les critères pondérés de jugement des offres sont :

1 – Prix – 40 %

Le prix sera jugé sur la base du montant total TTC stipulé dans l'acte d'engagement.

En cas de discordance constatée dans une offre, les indications portées à l'acte d'engagement prévaudront sur toutes autres indications de l'offre.

2 – Valeur technique – 60 %

Les éléments pris en compte pour la « valeur technique », jugés sur la base du mémoire technique, sont les suivants :

- La présentation d'une liste de 3 à 5 références remarquables et similaires à l'objet du marché (20%)
- Notice de contextualisation du projet (15%)
- Note méthodologique (10%)
- Composition théorique de l'équipe projet (phase étude et en phase travaux) (10%)
- Prise en compte des principes d'écoconception (5%)

Des précisions pourront être demandées aux candidats soit lorsque l'offre n'est pas suffisamment claire et doit être précisée ou sa teneur complétée, soit lorsque l'offre paraît anormalement basse.

ARTICLE 6 : ATTRIBUTION DU MARCHÉ

6.1. Vérification de la situation de l'attributaire

Le candidat auquel il est envisagé d'attribuer le marché produira, dans un délai de sept jours calendaires à compter de la réception de la demande du pouvoir adjudicateur, les pièces visées aux articles R.2143-6 à R.2143-12 du code de la commande publique. Si le candidat a présenté des sous-traitants dans son offre, il devra, dans le même délai, produire ces mêmes pièces relatives à chacun des sous-traitants. Les documents établis par des organismes étrangers sont rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français.

En outre, le marché ne pourra être notifié que si l'attributaire produit dans le délai imparti les documents suivants :

- En cas de candidat unique : l'acte d'engagement dûment daté et signé et, le cas échéant, le pouvoir de la personne habilitée à l'engager.

- En cas de candidature sous la forme de groupement :
 - Si le mandataire n'a pas été habilité par tous les membres du groupement : l'acte d'engagement devra être signé par chacun des membres du groupement.
 - Si le mandataire a été habilité par les membres du groupement : l'acte d'engagement sera signé uniquement du mandataire avec communication des mandats des autres membres du groupement l'habilitant à signer.
- En cas de sous-traitance: la déclaration de sous-traitance (DC4 ou équivalent) dûment datée et signée par le sous-traitant et le soumissionnaire.

A défaut de produire ces documents dans le délai fixé, l'offre du candidat attributaire sera rejetée et il sera éliminé. Le candidat suivant sera alors sollicité pour produire les certificats et attestations nécessaires avant que le marché ne lui soit attribué.

6.2. Mise au point

Le pouvoir adjudicateur et l'attributaire peuvent procéder à une mise au point des composantes du marché. Cette mise au point ne peut avoir pour objet de modifier des éléments substantiels de l'offre ou du présent marché.

6.3. Signature du marché

Les candidatures et offres n'ont pas à être remises signées. Le marché transmis par voie électronique sera signé par le seul candidat attributaire.

6.4. Notification de la décision

La notification aux candidats du rejet de leur offre se fera par transmission électronique par l'intermédiaire du profil d'acheteur. Les candidats doivent donc veiller à fournir une adresse mail valide lors du téléchargement du DCE.

ARTICLE 7: CONDITIONS DE REMISE DES PLIS

Les conditions de remise des plis, comprenant la candidature et l'offre, qui suivent s'imposent aux candidats. Toute remise sous une autre forme que celle imposée au présent règlement de consultation entraînera l'irrégularité de l'offre. Dans cette hypothèse, le pouvoir adjudicateur pourra néanmoins s'il le souhaite demander aux candidats concernés de régulariser leur offre.

Les plis seront remis par voie électronique via le profil d'acheteur: <https://www.marchespublics.gouv.fr>. Aucun envoi par télécopie ou par courriel ne sera accepté.

Les candidats trouveront sur le site www.marches-publics.gouv.fr un « *guide utilisateur* » téléchargeable qui précise les conditions d'utilisations de la plate-forme des achats de l'État, notamment les pré-requis techniques et certificats électroniques nécessaires au dépôt d'une offre dématérialisée. Les candidats sont invités à tester la configuration de leur poste de travail et répondre à une consultation test, afin de s'assurer du bon fonctionnement de l'environnement informatique. Ils disposent sur le site d'une aide qui expose le mode opératoire relatif au dépôt des plis électroniques. Plusieurs documents et informations sont disponibles à la rubrique « aide » de la plate-forme.

7.1. Conditions de la dématérialisation

Les plis devront être transmis avant le jour et l'heure inscrits sur la première page du présent règlement de consultation. L'heure limite retenue pour la réception du pli correspondra au dernier octet reçu. Les plis parvenus après cette date et heure limites seront éliminés sans avoir été ouverts et le candidat en sera informé. Si le candidat adresse plusieurs plis différents, seul le dernier pli reçu, dans les conditions du présent règlement, sera examiné.

Afin de pouvoir décompresser et lire les documents mis à disposition, le pouvoir adjudicateur invite les candidats à disposer des formats ci-dessous. Cette liste vise à faciliter le téléchargement et la lecture des documents. Pour tout autre format qui serait utilisé par le candidat, celui-ci devra transmettre l'adresse d'un site sur lequel le pouvoir adjudicateur pourra télécharger gratuitement un outil en permettant la lecture. A défaut, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de rejeter la candidature ou l'offre du candidat.

- Standard .zip
- Adobe® Acrobat®.pdf
- Rich Text Format.rtf, .docx, .xlsx, .ppt.

Le candidat est invité à ne pas utiliser certains formats, notamment les .exe, .com, .scr, etc. et ne pas utiliser certains outils, notamment les "macros" ou les ActiveX, scripts, etc.

Les frais d'accès au réseau sont à la charge de chaque candidat.

Après le dépôt du pli sur la plate-forme, un message indique au candidat que l'opération de dépôt du pli a été réalisée avec succès, puis un accusé de réception lui est adressé par courrier électronique donnant à son dépôt une date et une heure certaines, la date et l'heure de fin de réception faisant référence.

En cas de programme informatique malveillant ou « virus » :

Les candidats doivent s'assurer que les fichiers transmis ne comportent pas de virus. Tout document électronique envoyé par un candidat dans lequel un programme virus informatique malveillant est détecté par le pouvoir adjudicateur peut faire l'objet par ce dernier d'un archivage de sécurité sans lecture dudit document. Ce document est dès lors réputé n'avoir jamais été reçu et le candidat en est informé. Le pouvoir adjudicateur reste libre de réparer ou non le document contaminé. Lorsque la réparation aura été opérée sans succès, il sera rejeté.

7.2. Modalités d'envoi des propositions dématérialisées

Le candidat reconnaît avoir pris connaissance des prérequis techniques et de la notice d'utilisation du profil d'acheteur susmentionné, et toute action effectuée sur ce site sera réputée manifester le consentement du candidat à l'opération qu'il réalise. En cas de difficulté lors de la remise de son pli, le candidat est invité à se rapprocher du support technique du profil d'acheteur. Il est rappelé que la durée du téléchargement est fonction du débit ascendant de l'accès Internet du candidat et de la taille des documents à transmettre. Le candidat devra s'assurer du chiffrement de son pli avant envoi. Le candidat doit accepter l'horodatage retenu par la plateforme.

ARTICLE 8 : RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES

Les candidats pourront poser des questions **au plus tard six jours calendaires avant la date limite fixée pour la réception des plis**, en adressant **une demande écrite via la PLACE**, sous la référence de la consultation en cause, à l'adresse suivante, rubrique « **poser une question** » : <https://www.marches-publics.gouv.fr>. **Aucune question posée par courrier, par télécopie, par téléphone ou par messagerie autre que PLACE ne sera prise en compte.**

Une réponse est alors adressée, par écrit via le profil d'acheteur, à toutes les entreprises ayant retiré le DCE, **quatre jours calendaires au plus tard avant la date limite de réception des plis.**

Le candidat doit s'assurer que les messages envoyés par la Plate-forme des achats de l'État (PLACE) notamment *nepasrepondre@marches-publics.gouv.fr* ne sont pas traités comme des courriels indésirables.

Si la date limite fixée pour la réception des plis est décalée, les dispositions ci-dessus sont applicables en fonction de cette nouvelle date.

ARTICLE 9 : TRAITEMENT DES DONNEES PERSONNELLES

Les informations recueillies lors de la procédure et dans le cadre de l'exécution du marché font l'objet de traitements informatiques par le responsable de traitement du pouvoir adjudicateur. Elles sont susceptibles de contenir des données permettant l'identification de personnes privées (nom, prénom, qualité ou fonction et coordonnées professionnelles des représentants du titulaire).

Ces données ayant pour finalité d'assurer la passation et le suivi du présent marché et de permettre au pouvoir adjudicateur de s'affranchir de leurs obligations légales en matière de durée d'utilité administrative sont conservées durant toute la durée nécessaire à l'exécution du présent marché. Elles sont destinées exclusivement aux personnels du pouvoir adjudicateur et à ses éventuels prestataires.

Conformément à la loi n°78/17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés modifiée et au règlement (UE) 2016/679 dit « Règlement général sur la protection des données », les personnes dont les données personnelles sont collectées disposent d'un droit d'accès, de rectification et d'effacement des informations qui les concernent. Elles peuvent également, pour des motifs légitimes, s'opposer au traitement de ces données.

Pour toute question pour l'exercice des droits, il convient d'écrire à :

dpd@musee-marine.fr

Les droits sont de nature individuelle et ne peuvent par conséquent être exercés que par le titulaire des données. Pour satisfaire à cette obligation, les personnes, lors de leur demande, doivent justifier de leur identité en joignant une copie d'une pièce d'identité en cours de validité.